



Rapport d'activités des Verts vaudois

Exercice juin 2015 – mai 2016

Table des Matières

1. Rapport du Bureau.....p.3
2. Rapport du groupe des Verts au Grand Conseil.....p.4
3. Rapport de la Conseillère d'Etat.....p.5
4. Rapport des conseillers nationaux
et du Conseiller aux Etatsp.7

Rapport d'activité du Bureau pour l'année 2015-2016

L'année 2015-2016 fut particulièrement chargée pour le Bureau, en particulier à cause de deux séries d'élections, fédérales et communales. Si ce surcroît de travail a pu être absorbé, c'est grâce à l'important travail de notre secrétariat qui n'a pas ménagé ses efforts et a accepté une augmentation temporaire de son taux d'activité. C'est donc avec une infinie reconnaissance pour le travail accompli que le Bureau remercie France Manghardt et Anne Caldelari pour leur engagement important durant cette période.

Ces élections ont mobilisé le Bureau pour la définition des visuels, des slogans, des flyers et pour la coordination de campagne en collaboration avec le comité de campagne. De plus, un appui aux sections a été mis en place par l'engagement d'une coordinatrice chargée d'aider à la constitution de listes.

Comme à son habitude, le Bureau a aussi participé aux élections fédérales, que ce soit par la création d'un flyer ou la diffusion de messages par les réseaux sociaux. Il s'est particulièrement engagé dans la campagne en faveur de l'initiative sur les bourses d'études (juin 2015), dans celle contre le deuxième tube au Gothard (mars 2016) et a commencé à préparer les campagnes pour l'économie verte et la sortie du nucléaire. Le Bureau a également profité des élections fédérales pour lancer le nouveau site web des Verts vaudois et a préparé des flyers pour les désormais traditionnels « Saint-Valentin » du 14 février et papets du 24 janvier.

Le Bureau a aussi pris part à l'organisation du Forum contre la spéculation sur les matières premières et a reçu deux personnes issues de la société civile qui en ont fait la demande : un chanteur genevois ayant proposé une chanson « verte » et un représentant de l'Institut de Géobiophysique Appliquée venu parler des ondes électromagnétiques.

En ce qui concerne les questions internes au mouvement, le Bureau a mis en place des entretiens réguliers RH avec les employées, a lancé une série de formations pour les nouveaux conseillers communaux et a créé une page « Noël écolo », sur laquelle les membres peuvent partager leurs idées de décorations de Noël respectueuses de l'environnement.

En tout, le Bureau aura siégé 20 fois, dont une journée de retraite, prit part à 4 réunions des partis de gauche, organisés 5 comités élargis et deux AG. Il a aussi participé, par l'intermédiaire de ses deux délégué-e-s, au Comité des Verts suisses.

Enfin, 2015 fut malheureusement marquée par le décès de 3 éminents membres des Verts vaudois :

- Jean-Marc Chollet, député, décédé le 26 mai 2015
- Georges Kolb, député et ancien président, décédé le 14 juillet 2015
- Laurent Rebeaud, ancien président des Verts suisses, ancien constituant et ancien président des Verts vaudois, décédé le 11 décembre 2015

La mémoire de leur engagement et de leur amitié restera longtemps présente au sein du mouvement.

Pour le Bureau

Martial de Montmollin,
Président

Rapport d'activité du groupe parlementaire des Verts 2015

Contexte politique

Les années se suivent et se ressemblent du côté du Grand Conseil vaudois : une situation financière saine, des investissements dans toutes les politiques publiques, des accords scellés en amont des processus parlementaires, une majorité du parlement qui joue son rôle d'opposition avec des postures caricaturales, l'UDC à la recherche d'une visibilité et d'un leader... La campagne électorale pour les fédérales a impacté certains débats en crispant parfois les fronts (paquet logement notamment).

Les députés Verts ont comme toujours été très actifs, en occupant le terrain sur tous les dossiers et en essayant de faire bouger les majorités sur différents dossiers (paquet climat par exemple).

Travaux 2015

L'ensemble des objets parlementaires traités depuis le 1^{er} janvier 2009 sont archivés ici : <http://www.verts-vd.ch/blog/category/interventions-parlementaires/>

Les député-e-s Verts ont été actifs dans plusieurs domaines. La variété des interventions témoigne de la capacité des Verts à inscrire leur projet de société dans de nombreuses thématiques : asile, logement, énergie, protection de l'environnement, fiscalité, institutions, logiciels libres.

Consultations

L'activité parlementaire vaudoise ne pourrait se faire sans le travail préalable des groupes thématiques chargés de rédiger les réponses des Verts vaudois aux consultations cantonales. Une meilleure coordination a d'ailleurs été mise en place pour que les groupes thématiques puissent alimenter plus efficacement le travail des députés. Que tous les groupes thématiques en soient ici remerciés.

Ainsi, les GT ont participé à différentes consultations :

- 18.03.16 Modification de la LATC (loi cantonale)
- 08.01.16 Révision de loi sur le Tribunal fédéral (consultation fédérale)
- 15.12.15 Accueil de jour des enfants, prestations sociales et aide à la formation et au logement (lois cantonales)
- 18.11.15 Plan sectoriel des décharges contrôlées (consultation cantonale)
- 18.09.15 Cadre légal pour renforcer la coordination des soins (consultation cantonale)
- 30.04.15 Haute surveillance des autorités judiciaires(consultation cantonale)
- 13.03.15 2^{ème} étape de la révision de la LAT (loi fédérale)
- 27.02.15 Modification de l'ordonnance relative à la loi fédérale sur le crédit à la consommation
- 28.01.15 Avant-projet de loi sur l'orientation (loi cantonale)

Comptes 2015

Sur l'année 2015, le gouvernement à majorité rose-verte a démontré sa capacité à maîtriser les charges de fonctionnement et est parvenu à accélérer sa politique d'investissements, en ancrant son action dans le souci des générations futures. Les comptes 2015 présentent un bénéfice de 194 millions de frs (1^{er} exercice excédentaire). Seul bémol au tableau, les projets en lien avec les énergies renouvelables peinent à devenir concrets. Le groupe des Verts ne relâchera pas la pression au Grand Conseil pour faire avancer cette thématique.

Vassilis Venizelos,
Chef de groupe des député-e-s
Verts

Rapport d'activité 2015–2016 de la Conseillère d'État

Chères Vertes, chers Verts,

Voici un résumé de l'activité du Département des institutions et de la sécurité (DIS) durant les 12 derniers mois, service par service.

Service pénitentiaire (SPEN) :

La phase d'apaisement du service, entamée en 2014, s'est poursuivie en 2015 et dans les premiers mois de 2016. Si la surpopulation carcérale reste préoccupante, des mesures ont été prises pour y remédier (meilleure occupation de l'établissement du Simplon, accord avec d'autres cantons etc.), et le service a pu continuer à travailler aux projets de nouvelles infrastructures pénitentiaires présentés en juin 2014.

L'élément phare de cette année aura été pour le SPEN la publication du rapport sur la politique pénitentiaire, document présentant les enjeux présents et futurs en matière pénitentiaire pour le canton, et les solutions proposées pour y répondre. Le rapport sera prochainement débattu par le Grand Conseil, et servira de base aux politiques futures du service.

Pour répondre à la surpopulation carcérale et pour remédier au faible taux d'occupation de l'établissement de détention pour mineurs « Aux Léchaies » (Palézieux) il a par ailleurs été décidé de réaffecter progressivement 18 des 36 places de détention à la prise en charge de jeunes adultes entre 18 et 21 ans, cela dès le 1^{er} juillet 2016. S'il est réjouissant de constater que la délinquance juvénile baisse, et avec elle le nombre de condamnations, il appartenait aux pouvoirs publics de prendre des mesures pour remédier à cette sous-occupation, et c'est ce que nous avons fait.

SCL :

Le logement a été au centre du travail du Service, avec le contre-projet à l'initiative « Stop à la pénurie de logements » qui a traversé de multiples péripéties au Grand Conseil, puis de nouveau en commission parlementaire (13 séances au total, un record), avant de ne revenir sous la forme d'un contre-projet indirect une nouvelle fois en plénum. Le texte actuel, fruit d'un compromis conquis après d'âpres négociations entre la gauche et la droite, offrira aux communes des outils très intéressants pour façonner leur politique du logement, en leur donnant par exemple la possibilité de prévoir des quotas de logements d'utilité publique dans des plans de quartier. Le point le plus âprement débattu aura été le droit de préemption, soit la possibilité pour une collectivité publique de se porter prioritairement acquéreuse d'une parcelle en cas de vente par son propriétaire. Il sort modifié et quelque peu amoindri des débats, mais ses détracteurs n'ont pas réussi à la supprimer du texte, comme ils l'espéraient. Après bientôt 20 ans de crise du logement dans notre canton et de nombreuses tentatives avortées de prendre des mesures législatives en la matière, ce projet est une réelle avancée, qui portera ses fruits dans les années à venir. À l'heure où j'écris ces lignes, on ne sait pas encore si l'ASLOCA retirera son initiative, ni si les lobbys immobiliers lanceront comme ils l'ont annoncé un référendum contre le texte. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un réel succès pour la politique verte en matière de logement !

Le SCL a également été occupé ces 12 derniers mois par les élections fédérales du mois d'octobre 2015 et les communales de cet hiver/printemps. Après les problèmes rencontrés en 2011, tous les regards étaient tournés sur le système informatique « votelec », qui n'a cette fois posé aucun problème. Les élections communales se sont également déroulées sans problèmes majeurs, et les quelques recours déposés ont été traités ou sont en passe de l'être par les autorités compétentes.

SJL :

Outre ses habituelles missions d'appui juridique aux différents services de l'Etat, le SJL travaille depuis plusieurs mois au projet de réforme des institutions de Haute surveillance du

pouvoir judiciaire, faisant suite au rapport commandité par le Conseil d'État à l'ancien Procureur et Conseiller aux États tessinois Dick Marty.

OCTP :

L'OCTP travaille à la mise en place de la réforme voulue par le Conseil d'État : la fin des curatelles imposées. Il s'agit pour l'office de se préparer à une prise en charge d'un nombre beaucoup plus élevé de curatelles, et de mettre en place une série de mesures facilitant le recrutement et le travail de curateurs bénévoles.

L'OCTP prépare également l'ouverture d'une première antenne régionale de l'office, qui sera opérationnelle dès l'automne 2016 à Yverdon.

POLCANT :

La Police cantonale vaudoise a présenté en mars 2016 d'excellents chiffres, montrant une baisse des accidents sur les routes vaudoises et ces infractions au code pénal. Les accidents de la route ont ainsi diminué de 3% entre 2014 et 2015, et le nombre de tués sur les routes de 14%. Les infractions au code pénal ont quant à elles diminué de 19% sur la même période. Ces chiffres sont encourageants, et montrent que la politique menée par la POLCANT en collaboration avec les polices communales, axée sur l'éducation, la prévention et en dernière instance la répression, porte ses fruits. Il reste cependant encore beaucoup à faire en matière de lutte contre l'insécurité, et la police poursuivra ses efforts dans ce domaine.

En août 2015 la POLCANT a mis en service un poste mobile de gendarmerie, afin d'accroître sa présence sur le territoire et offrir des prestations à des citoyennes et citoyens de communes ne disposant pas d'un poste de gendarmerie fixe.

Au vu de la situation internationale, la POLCANT a également accru son action dans le domaine de la recherche de renseignements et d'analyse des risques terroristes, en appui du Service de renseignement de la Confédération. Un état-major commun avec les autres cantons romands et le Tessin, nommé Vigipol, a été mis sur pied en 2015 et a permis de répondre aux préoccupations et aux questions des citoyens et communautés concernées plus particulièrement par la situation.

En matière de formation, l'Académie de Police de Savatan a accueilli il y a quelques semaines ses premiers aspirants genevois, suite à l'accord signé avec le canton du bout du lac début 2015. Des travaux ont été nécessaires pour agrandir la capacité d'accueil de l'Académie, qui a vu 159 futur-e-s policières et policiers entamer leur formation le 7 avril 2016.

SSCM :

Le SSCM a été particulièrement sollicité ces 12 derniers mois, par le biais de l'État-major cantonal de conduite (EMCC), au vu des événements qui ont touché notre canton. Que ce soit l'accident de train à Daillens, les inondations ayant touché le Nord vaudois ou encore durant l'épisode caniculaire de l'été, le service a coordonné les opérations de secours et mise en sécurité.

Le service a organisé en novembre 2015, en collaboration avec l'Institut du risque et des crises, une conférence intitulée « Changement climatique – anticiper et se préparer ». Il y a été question, en amont de la COP 21, de réfléchir aux enjeux et aux défis posés par le réchauffement climatique, et aux réponses à leur apporter.

L'opération de collecte d'armes « Vercingétorix » a été reconduite en 2015, et a permis de récupérer 345 armes, 45 armes blanches et 303 kilos de munitions.

Voilà en résumé quels ont été les points saillants de l'activité de mon Département depuis le printemps 2015.

Béatrice Métraux,
Conseillère d'Etat

Rapport d'activité des conseillers nationaux et du conseiller aux Etats entre juin 2015 et mars 2016

Adèle Thorens Goumaz

Cette année a été caractérisée par la poursuite du traitement des deux contre-projets à nos deux initiatives populaires pour une économie verte et pour la sortie du nucléaire. Nous avons malheureusement dû constater un brutal durcissement des fronts politiques dès le début 2015. Les attentats de Paris, puis la décision de la BNS sur le franc, ainsi que la crise des réfugiés, ont créé un climat de fortes incertitudes, encore renforcé par les inconnues liées à l'application du nouvel article constitutionnel sur l'immigration de masse. Si nous avons pu remporter certains succès durant les premières années de la législature, notamment en matière d'aménagement du territoire, il est devenu clair que la droite ne laisserait plus passer aucune solution de compromis dans un tel contexte. Avant même les élections d'octobre, qui n'ont fait que conforter cette situation dans les urnes, nous nous sommes dès lors retrouvés face à un mur et avons perdu peu à peu tous les gains que nous avons pu obtenir en 2013 et 2014.

Contre-projet à notre initiative pour une économie verte

Malgré un beau travail de conviction de la part de Doris Leuthard, de l'administration, des ONGs environnementales et de l'économie progressiste, ainsi que des Verts, le contre-projet à notre initiative pour une économie verte a été vidé peu à peu de sa substance, et le PLR y a même introduit un article qui affaiblissait la LPE plutôt que de la renforcer. La révision de la loi a finalement été enterrée en décembre pour quelques voix. C'est évidemment une immense déception, car ce dossier nous a occupés de manière intense, Bastien Girod et moi-même (en tant que représentants des Verts à la commission de l'environnement), pendant trois ans. En l'absence de contre-projet, notre initiative pour une économie verte sera soumise au peuple en septembre prochain et nous nous engageons désormais à fond dans la préparation de la campagne. Bastien Girod et moi-même en assurons la coordination au niveau fédéral.

Stratégie énergétique 2050

Ce dossier m'a aussi beaucoup occupée en 2015. Malheureusement, malgré tous nos efforts, le Conseil des Etats puis notre propre conseil sont revenus sur les quelques améliorations que nous étions parvenus à intégrer au projet. Le concept de bonus-malus, qui aurait permis aux gestionnaires de réseau de promouvoir les économies d'énergie auprès des consommateurs, a en particulier été biffé de la loi. C'est également le cas du concept d'exploitation à long terme pour les vieilles centrales nucléaires, qui aurait permis de renforcer la surveillance des centrales nucléaires après 40 ans d'exploitation, en l'absence de date limite pour leur fermeture. Le seul succès que nous avons pu engranger durant cette année est l'exclusion de la rétribution à prix coûtant des petites centrales hydroélectriques, qui produisent peu d'énergie mais ont un impact important sur l'environnement. En l'absence de dispositions convaincantes pour assurer la sécurité et une fin de vie programmée de nos vieilles centrales nucléaires, nous avons décidé de maintenir notre initiative pour la sortie du nucléaire, qui sera soumis au peuple cet automne. Je collabore actuellement à la préparation de la campagne.

Autres dossiers :

Trois autres dossiers m'ont beaucoup occupée en 2015 :

- La biodiversité, encore et toujours. Après la publication de la Stratégie biodiversité en 2012, nous attendions la mise en consultation du plan d'action, qui devait permettre de l'appliquer sur le terrain. Celui-ci a malheureusement pris du retard. Une erreur grossière car il sera maintenant traité par le nouveau Conseil fédéral et le nouveau parlement. Une tentative de le biffer carrément du programme de législature a heureusement échoué lors de la dernière session spéciale. Mais son financement et

son acceptation par le parlement sont désormais incertains. Je suis tout particulièrement le dossier avec mes contacts au sein de l'administration et les ONG engagées sur le dossier, en tant que co-présidente du groupe parlementaire biodiversité.

- La numérisation de l'économie et Industrie 4.0. J'ai participé activement à l'élaboration d'une résolution sur le sujet votée par notre assemblée des délégués en août 2015 et déposé plusieurs interventions parlementaires, au nom du groupe et en mon propre nom. Je travaille sur le sujet avec plusieurs organisations économiques intéressées.
- La politique climatique. Bastien Girod et moi-même sommes intervenus à maintes reprises en commission et via des interventions parlementaires pour préparer la COP21 et exiger notamment du Conseil fédéral qu'il prenne les mesures qui s'imposent dans le domaine de la mobilité, du désinvestissement et des émissions grises. Outre cet engagement parlementaire, je travaille aussi avec Luc Recordon et d'autres à l'élaboration d'une plainte contre le Conseil fédéral pour son manque d'action en matière de politique climatique.

Votations populaires

En tant que co-présidente des Verts suisses, j'ai eu l'occasion de m'impliquer dans de nombreuses campagnes lors de votations populaires, mais je citerais en particulier pour 2015 – 2016 mon engagement en faveur du diagnostic préimplantatoire et contre l'initiative du PDC sur le mariage.

Luc Recordon

Lors des deux dernières sessions fédérales de la législature et en parallèle, je me suis notamment consacré à :

- la préparation de mon projet de rapport à l'APCE (Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe) sur l'efficacité de la lutte contre l'argent sale, qui prend bonne tournure et est en voie d'être repris puis présenté par un très bon député autrichien, alors que je suis resté consulté comme expert de l'institution précitée ;
- un intense travail, toujours au sein de l'APCE, pour convaincre de la nécessité d'un accueil des migrants du Sud dans des lieux dignes sur le pourtour de la Méditerranée, du transfert en Europe des personnes admis par des avions ou des navires contrôlés et de l'organisation de l'aide au retour autant que possible avant que les intéressés ne tentent un voyage mortel, d'une répartition entre les pays européens au prorata de leur capacité économique ;
- l'effort commun de députés de toutes les formations politiques, partis en mai 2015 en délégation officielle à Madagascar sous l'égide du Président du Conseil des États, Claude Hêche, afin surtout d'éviter la suppression de la très pertinente aide suisse au développement dans ce pays, devenu au fil des années le plus pauvre du monde ;
- la négociation avec le Département fédéral des finances d'une solution équitable et rapide sur la fiscalité immobilière agricole, qui a pris la forme d'un Message du Conseil fédéral en mars 2016 ;
- la lutte, pour l'instant infructueuse, tendant à contenir et à réorienter le budget de la défense ;
- l'appui à mon excellent collègue Robert Cramer dans son difficile combat au Conseil des États dans les domaines de l'environnement et de l'énergie, notamment en faveur de nos deux initiatives populaires, de la Stratégie énergétique 2050, de la sauvegarde du climat et de la protection des espèces menacées ;
- un engagement intense dans une campagne électorale à mon avis réussie sur le plan de la visibilité ... mais pas sur celui du résultat ;

- la transmission de dossiers importants à des collègues au moment de la cessation de mes fonctions de parlementaire, tout en restant au besoin volontiers à disposition pour des coups de main.

Christian van Singer

Ma dernière année de députation à Berne a été marquée par du travail extra-parlementaire :

- Préparation, en tant que vice-président suisse et porte-parole romand de l'Alliance « Sortie-programmée-du-nucléaire », de la campagne de votation pour l'initiative « pour la sortie programmée du nucléaire » qui sera soumise au vote cet automne (www.sortirdunucleaire.ch)
- Accompagnement du travail pour donner aux cantons la possibilité de créer une caisse unique cantonale, selon des modalités propres, caisse publique, caisse de compensation des risques etc. (14.475 – Initiative parlementaire http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20140475)

Mais aussi bien sûr par des interventions au Parlement, essentiellement dans les domaines liés à mon travail en commission Santé et Social, Sécurité, mais aussi dans d'autres domaines qui me tiennent à cœur, Energie et Solidarité nationale et internationale. La liste des interventions figure ci-dessous et je réponds volontiers aux questions qui me sont adressées sur christian.vansinger@hispeed.ch

Daniel Brélaz

En décembre 2015 j'ai retrouvé le Conseil national où j'ai été élu à la commission des Finances. Deux séances urgentes de commission ont dû être agendées car la nouvelle majorité radicale UDC a voulu couper dans la recherche et faire une coupe linéaire de 150 millions environ à charge du gouvernement de l'appliquer. Grâce à un jeu subtil, mené avec le Conseil des Etats qui proposait des coupes dans l'agriculture faisant mal aux précédents et au fait, qu'en cas de divergences, ce serait à chaque fois le montant le plus bas qui serait inscrit, les propositions excessives ont toutes pu être éliminées.

En janvier et février j'ai combattu le Gothard avec un succès de justesse en Suisse romande, plus net à Vaud et Genève. Hélas, nos adversaires l'ont nettement emporté dans les autres régions linguistiques.

Par contre le combat contre l'initiative du PDC sur la famille a pu être gagné de justesse.

En mars, nous avons tenté de limiter les dégâts au Conseil National sur RIE 3.

En avril et en mai le combat contre l'initiative « Vache à lait » est à mon agenda.

INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES

Interventions d'Adèle

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20163154>

16.3154 Lutter enfin contre les pesticides toxiques pour l'environnement et les êtres humains
Le reportage de l'émission Cash Investigation sur l'impact des pesticides sur la santé et l'environnement a fait beaucoup de bruit en France et en Suisse romande et confirmé les craintes des écologistes concernant l'usage de produits toxiques dans l'agriculture. Au vu des dernières...

Réponse/Proposition :

Etat : Non encore traité au conseil

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20165114>

16.5114 Suite d'une éventuelle faillite d'Alpiq pour l'exploitation des centrales nucléaires de Gösgen et Leibstadt

La réponse du Conseil fédéral n'existe qu'en allemand. | Selon plusieurs représentants des médias, une faillite d'Alpiq ne peut plus être exclue. Que signifierait une telle faillite pour l'exploitation des centrales nucléaires de Gösgen et Leibstadt d'un point de vue technique...
Réponse/Proposition : 14.03.2016
Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20165020>

16.5020 Des dérogations à la norme CO2 sur les véhicules ?
Dans le cadre des débats parlementaires sur le premier paquet de mesures de la Stratégie énergétique 2050, les Chambres fédérales ont adopté, sous réserve du vote final, le nouvel article 10a de la loi sur le CO2. Ce dernier prévoit à l'alinéa 2 que le Conseil fédéral peut...
Réponse/Proposition : 07.03.2016
Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20153979>

15.3979 Une plate-forme pour accompagner l'Industrie 4.0
L'économie suisse est soumise depuis plusieurs décennies aux changements structurels insufflés par les nouvelles technologies. Le Conseil fédéral suit en permanence l'évolution de ce phénomène et les effets qu'il implique pour la société et l'économie, et pour les conditions de...
Réponse/Proposition : 18.11.2015
Etat : Non encore traité au conseil

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20154006>

15.4006 Encourager la gestion des eaux intégrale par bassin versant
La gestion des eaux en Suisse est un succès, mais les structures sectorielles et à petite échelle atteignent leurs limites. C'est pourquoi le Programme national de recherche (PNR) 61, "Gestion durable de l'eau", achevé à l'automne 2014, recommande une gestion intégrée des eaux par...
Réponse/Proposition : 18.11.2015
Etat : Non encore traité au conseil

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20155508>

15.5508 Pourquoi ne pas considérer la part de notre impact carbone à l'étranger ?
Dans la politique climatique, le recensement des émissions de gaz à effet de serre est réglementé au niveau international. Les dispositions de la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques précisent que ce sont les émissions de gaz à effet de serre générées dans le pays...
Réponse/Proposition : 21.09.2015
Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20155516>

15.5516 Efficacité de notre politique climatique sans l'impact carbone à l'étranger
Selon la réglementation internationale, ce sont les émissions de gaz à effet de serre produites à l'intérieur des frontières nationales qui sont déterminantes. En 2013, elles s'élevaient à 6,5 tonnes d'équivalent CO2 par habitant. Cependant, il faut multiplier cette valeur par deux si l'on...
Réponse/Proposition : 21.09.2015
Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20153613>

15.3613 Réduire l'empreinte carbone des investissements (désinvestissement des énergies fossiles ou "divestment"). Agir en vue de la Conférence sur le climat de Paris
1. Actuellement, il n'existe pas d'analyses systématiques des investissements qu'effectuent les acteurs tels que les caisses de pension, les banques, les assurances, ou la place financière

suisse, dans des entreprises qui exploitent, possèdent ou consomment des énergies fossiles.
Les...

Réponse/Proposition : 02.09.2015

Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20155333>

15.5333 Modifications précipitées de l'ordonnance sur les paiements directs

Le Conseil fédéral propose des modifications de l'ordonnance sur les paiements directs un an et demi à peine après l'entrée en vigueur de la Politique agricole 2014-2017 : - Comment explique-t-il cette précipitation ? - Sur quels chiffres et évaluations se base-t-il ? - Pourquoi n'a-t-il même pas...

Etat: Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20155308>

15.5308 Modifications de l'ordonnance sur les paiements directs et Stratégie biodiversité

Le Conseil fédéral propose, en modifiant l'ordonnance sur les paiements directs, de limiter les surfaces de promotion de la biodiversité et de diminuer les contributions qui leur sont liées. Dans la Stratégie Biodiversité, le Conseil fédéral dit que, pour atteindre les objectifs de promotion...

Etat : Liquidé

Interventions de Christian

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20153889>

15.3889 Assainissement énergétique des bâtiments. Quelles mesures pour se hâter un peu moins lentement ?

Aujourd'hui encore, plus de 45 pour cent de toute l'énergie consommée en Suisse est pour chauffer les bâtiments et l'eau chaude sanitaire. Cette part est encore plus importante si l'on tient compte de l'énergie consommée par les dispositifs techniques. Il faut donc intervenir en priorité...

Réponse/Proposition : 11.11.2015

Etat : Non encore traité au conseil

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20155501>

15.5501 Exempter les pays les moins avancés et les pays fortement endettés des taxes d'importation sur les produits alimentaires

Le Conseil fédéral soutient une politique permettant aux pays les moins avancés de profiter d'un accès préférentiel au marché suisse pour leurs produits afin de promouvoir leur développement. La Suisse, à travers la Déclaration ministérielle de Doha de l'Organisation mondiale du...

Réponse/Proposition : 21.09.2015

Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20155506>

15.5506 Conflit entre la Turquie et les minorités kurdes. La Suisse va-t-elle offrir ses bons offices ?

Comme le Conseil fédéral l'a exposé en réponse à la question Sommaruga Carlo 15.5425 du 14 septembre 2015, il suit les développements actuels en Turquie avec attention. Il est préoccupé par la dégradation de la situation ces dernières semaines et il en appelle à une cessation...

Réponse/Proposition : 21.09.2015

Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20155530>

15.5530 Faciliter l'insertion professionnelle des requérants d'asile et des personnes admises provisoirement

Faciliter l'insertion professionnelle des requérants d'asile et des personnes admises provisoirement réduirait les dépenses des collectivités et augmenterait les possibilités d'intégration des personnes concernées. Le Conseil fédéral compte-t-il prendre des mesures...
Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20155416>

15.5416 Le Conseil fédéral compte-t-il améliorer la surveillance des centrales nucléaires ?
Les récentes révélations concernant les centrales de Beznau et de Mühleberg, montrent que l'attitude adoptée jusqu'ici par l'Ensi considérant que les centrales nucléaires sont sûres, se fiant aux rapports des exploitants, donnant suite à leurs desiderata, n'aboutit pas à une surveillance...

Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20155427>

15.5427 Accueil des requérants d'asile. Mettre à disposition des cantons plus d'infrastructures militaires ?

La réponse du Conseil fédéral n'existe qu'en allemand. | Non seulement la Confédération, mais aussi les cantons sont à la recherche de biens et de ressources pour loger les requérants d'asile, alors que l'armée possède un nombre important d'infrastructures pas ou peu utilisées.
- Dans ce...

Réponse/Proposition : 14.09.2015

Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20155375>

15.5375 Fongicide Moon Privilege. Quelles sont les positions et actions du Conseil fédéral ?
L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a été informé début juin par les services de la viticulture des cantons de Vaud et de Neuchâtel d'un problème observé suite à la floraison de la vigne. Dans certaines parcelles, les baies ne se sont pas développées correctement, entraînant ainsi...

Réponse/Proposition : 14.09.2015

Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20155234>

15.5234 Exercices militaires à l'étranger. Neutralité à géométrie variable ?

Le Conseil fédéral approuve chaque année le programme d'exercices pour la collaboration en matière d'instruction militaire. La participation de la Suisse à de tels exercices est importante, dans la mesure où elle offre à notre armée la possibilité d'accroître et de maintenir au niveau...

Réponse/Proposition : 08.06.2015

Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20151038>

15.1038 Questions sur la mesure de la pollution de l'eau de pluie

1. Des mesures de la pollution des eaux de pluie sont effectuées systématiquement dans le cadre du Réseau national d'observation des polluants atmosphériques (réseau NABEL). Ces mesures sont aussi intégrées au Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du...

Réponse/Proposition : 01.07.2015

Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20151043>

15.1043 Assurance suisse contre les risques à l'exportation pour des projets ayant des conséquences négatives aussi bien sur le plan environnemental que sur le plan social ?

1.-3. Le projet de Jaitapur n'a pas fait l'objet de demandes d'octroi de garanties par l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE). De ce fait, le projet en question n'a pas été

analysé par l'ASRE ni par les autorités fédérales compétentes de cet instrument de promotion...

Réponse/Proposition : 19.06.2015

Etat : Liquidé

Interventions de Luc

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20154054>

15.4054 Projets Matériel libre et coopération au développement

Cette année, le budget de la DDC s'élève à 3,2 milliards de francs (voir "Le Temps" du 23 juillet 2015), que certains estiment trop important, alors que l'objectif de 0,7 pour cent du PIB qui devrait être alloué par les pays développés à l'aide publique au développement n'est de loin...

Réponse/Proposition : 18.11.2015

Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20153877>

15.3877 Commerce de l'or produit en violation des droits humains

A l'échelle mondiale, la Suisse figure parmi les plus gros importateurs d'or et raffine l'équivalent de 70 pour cent de la production. Dans son "Rapport de base matières premières" publié en 2013, le Conseil fédéral a reconnu les risques associés à cette lucrative activité, sans toutefois...

Réponse/Proposition : 25.11.2015

Etat : Adopté

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20153791>

15.3791 Fondation Hirondelle

La Fondation Hirondelle promeut, dans les zones de conflit et de transition politique de la planète, la création et le développement de médias indépendants de qualité. Dans les nombreux pays en question, ce travail original contribue grandement à la cohésion sociale et au dialogue...

Réponse/Proposition : 26.08.2015

Etat : Liquidé

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20153633>

15.3633 La place financière suisse à la pointe du financement du développement durable

L'année 2015 est décisive pour le développement durable et pour l'économie verte. En septembre, l'ONU adoptera de nouveaux objectifs décennaux. En décembre, la Conférence de Paris sur le climat se prononcera sur un nouvel accord en la matière. Le financement des...

Réponse/Proposition : 02.09.2015

Etat : Liquidé